Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC... N° 929 du 25 AVRIL 2025

L'ÉVEIL de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - fondé en 2004 | Prix : 250 F CFA

Centrale photovoltaïque de Dapaong :

De l'énergie pour les populations des Savanes P.5

Fin annoncée du MCC

Le choix prudent du Togo conforté P.3

Conflit RDC-M23 : P.3

Faure Gnassingbé, "apôtre de la paix"

Emploi des jeunes

Le centre d'appel KÉKÉLI de la CNSS inauguré par le Président de l'Assemblée P..4&7

Pesage routier :

Certification UEMOA pour le poste de Djéréhouye P.5

COMMISSARIAT GENERAL

COMMISSARIAT DES IMPÔTS

DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES

N°006/2025/OTR/CG/CI/DGE

COMMUNIQUE DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Relatif à la perception de la Taxe Professionnelle Unique (TPU) des Transporteurs Routiers

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des contribuables soumis au paiement de la Taxe Professionnelle Unique **(TPU)** des Transporteurs Routiers communément appelée « **trimestre** » que la perception de ladite taxe au titre du premier trimestre 2025 se poursuit conformément aux dispositions de **l'article 57 du Livre des Procédures Fiscales.**

Les contrôles du paiement de ladite taxe débutent pour compter du **1er mai 2025** sur toute l'étendue du territoire national.

Le Commissaire Général compte sur la collaboration et le civisme de tous.

Fait à Lomé, le 15 avril 2025

Le Commissaire Général pi

Philippe Kokou B. TCHODIE

Conflit RDC-M23 :

Faure Gnassingbé, "apôtre de la paix"

La région des Grands Lacs retient son souffle. L'espoir de désamorcer la tension encore palpable entre la République Démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda est la prière des populations de cette région de l'Afrique encline à des tensions. Avec sa casquette de médiateur désigné par l'Union africaine (UA) le chef de l'Etat Faure Gnassingbé active sa diplomatie pour une sortie de crise.

En effet, le numéro 1 togolais multiplie les initiatives. Luanda, Kinshasa et Kigali et tout récemment Kampala sont les différentes étapes d'un dialogue avec les différentes parties prenantes.

Lundi 21 avril dernier, reçu par son homologue Yoweri Museveni, Faure Gnassingbé a, abordé la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC, les implications régionales du conflit et la nécessité d'une approche concertée pour parvenir à une paix durable.

Un dialogue constructif est de mise. Une volonté affirmée de restaurer la confiance entre les parties. La neutralité historique du Togo, sa relation au beau fixe avec les acteurs clés de la région est un atout pour le ''facilitateur'' de l'UA.

La volonté de Faure Gnassingbé de prêter oreille attentive à toutes les parties et de créer un cadre propice au dialogue est une qualité qui pourrait faire bouger les lignes et amener ainsi les acteurs à mettre de l'eau dans leur vin.

La disponibilité du ''médiateur ouest africain'' de l'UA milite en sa faveur. Il a déjà mené avec succès, nombreuses initiatives diplomatiques sur le continent pour la prévention des conflits, la promotion de la sécurité collective et le maintien de la paix, gage de développement socioéconomique de tous les pays.

Les jours, semaines et mois à venir nous édifierons sur les consultations qu'il mène avec l'espoir d'une facilité de concertation régionale, sous la bannière de l'Union africaine en partenariat avec les institutions internationales.

M F

Fin annoncée du MCC :

Le choix prudent du Togo conforté

La fermeture prochaine du Millennium Challenge Corporation (MCC), annoncée par le ministère de l'Efficacité gouvernementale des États-Unis, sonne comme une confirmation de la clairvoyance du Togo, qui avait choisi, en toute souveraineté, de suspendre son processus d'engagement avec ce programme d'aide.

Pour rappel, le Togo avait marqué une pause dans les discussions autour du Compact en raison d'un désaccord stratégique. Alors que les autorités togolaises insistaient sur l'urgence d'actions concrètes dans la région des Savanes, priorité nationale en matière de développement et de sécurité, le partenaire américain ne partageait pas la même urgence. Ce désalignement avait conduit les autorités à privilégier le temps de la réflexion et une meilleure préparation interne, plutôt qu'un accord précipité et non consensuel. Un choix aujourd'hui conforté par les récents développements.

La sagesse du Président de la République, qui a toujours mis au centre de ses décisions la sécurité et le bien-être de la population togolaise, mérite d'être saluée. Les réformes engagées ces dernières années dans le domaine de la création d'entreprise, de la sécurisation du foncier avec l'obtention des titres fonciers, ou encore de la justice commerciale avec le Tribunal du commerce sont conçues d'abord pour les Togolais. Elles se poursuivent, indépendamment de l'appui ou non d'un partenaire extérieur.

Dans cette dynamique, il convient également de rappeler que, malgré des performances notables, le Togo n'a jamais bénéficié des ressources du Threshold du MCC, à la différence de certains pays voisins aux scores parfois inférieurs. Une situation qui a suscité bien des interrogations, et parfois des réactions regrettables chez certains observateurs ou hommes des médias qui voyaient, dans les décisions du MCC, une vérité absolue. Aujourd'hui, ces mêmes voix gagneraient à reconnaître la pertinence du choix togolais.

D'autant plus que la fermeture de la MCC intervient dans un contexte politique américain où ces institutions d'aide, y compris l'USAID, sont de plus en plus perçues comme des leviers d'influence créés par des cercles politiques adverses. Une posture dénoncée par l'ancien président Donald Trump lui-même, qui a estimé que ces structures nuisent tant aux pays bénéficiaires qu'à la politique intérieure des États-Unis.

À l'heure où la MCC ferme ses portes, le Togo peut regarder en arrière avec fierté. Il n'a pas cédé à la précipitation. Le pays a choisi d'agir dans l'intérêt de sa population. Et ce choix, aujourd'hui, prend tout son sens.

Théophile G.

65 ans d'indépendance :

Quels acquis pour les Togolais ?

Le Togo célèbre en grande pompe le 65e anniversaire de son accession à la souveraineté internationale. Du 22 au 27 avril 2025, toute la nation est mobilisée autour d'une série d'évènements, allant de cérémonies officielles à des projets d'envergures. Autre aspect très important, c'est l'occasion parfaite pour faire le bilan du chemin parcouru depuis l'accession à l'indépendance le 27 avril 1960.

Le programme des célébrations du 65e anniversaire de l'indépendance du Togo prévoit une série d'inaugurations et de poses de premières pierres dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie, de l'éducation et des services, à Lomé, Dapaong et Datcha. Des offices religieux, une cérémonie de décoration, des hommages aux figures de l'indépendance, des manifestations culturelles et un grand défilé viendront également rythmer ces festivités.

Le Togo, aujourd'hui en fête, a traversé des épreuves difficiles. Pendant plusieurs années, les crises sociopolitiques ont mis à genoux l'État, paralysant le fonctionnement des institutions et étouffant les espoirs de développement. Mais peu à peu, le pays se relève. Portée par des réformes et une volonté manifeste de réparer les fractures du passé, la reconstruction s'accélère.

Dans un entretien chez nos confrères d'un média public, le ministre du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social, Gilbert Bawara, est revenu sur les années de crise et les avancées réalisées depuis l'arrivée de Faure Gnassingbé à la tête du pays.

« Il ne s'agit pas d'accuser, mais de tirer des enseignements pour faire mieux », affirme-t-il, lucide sur le lourd héritage à surmonter.

Quand l'État vacillait

À l'époque, l'appareil d'État fonctionnait au ralenti. Les investissements dans les secteurs clés comme la santé ou l'éducation étaient quasiment à l'arrêt. Les fonctionnaires, bien que promus, ne percevaient pas les avantages financiers liés à leur avancement. Les pensions étaient versées en dents de scie, et la fourniture en eau potable n'était plus assurée de façon continue.

Face à l'absence de recrutements dans la fonction publique, enseignants volontaires et agents de santé contractuels ont émergé pour combler les vides. « Ce recours aux volontaires, ce n'était pas un choix de confort, mais une réponse à une situation d'urgence », explique Gilbert Bawara.

Un nouveau cap dès 2005

Avec l'élection de Faure Gnassingbé, le gouvernement a opté pour une stratégie d'apaisement et de dialogue. La relance économique est passée par la reprise des négociations avec les syndicats et le patronat, débouchant sur des accords tripartites. L'État a alors entrepris de régulariser les avancements gelés, d'honorer les arriérés et de restaurer la confiance dans les institutions.

« Nous avons progressivement redonné vie à la fonction publique, repris les recrutements et assaini les caisses sociales », détaille le ministre.

Des avancées visibles dans le social

Le renforcement du système de santé est l'un des marqueurs de cette relance. Avec la création de l'INAM en 2011, les agents publics ont eu accès à une couverture maladie. Des hôpitaux modernes comme Dogta Lafiè ont vu le jour, et le personnel soignant y bénéficie désormais de conditions de travail valorisantes.

Même chose dans l'éducation. La gratuité des frais scolaires a été étendue, des infrastructures ont été reconstruites et les cantines scolaires déployées dans plusieurs localités. Le recrutement massif d'enseignants a redonné espoir à une profession longtemps délaissée.

« Entre 2024 et 2025, ce sont près de 10.000 agents qui ont été recrutés ou en passe de l'être », précise Gilbert Bawara.

Face aux défis, la résilience continue

Si la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine ont ralenti l'élan, le gouvernement a su réagir. Subventions sur les produits essentiels, soutien aux plus fragiles, revalorisation salariale : l'approche sociale reste centrale.

Le ministre insiste sur une production nationale plus robuste comme solution durable : « Nous devons produire plus et mieux pour être moins dépendants des chocs extérieurs. »

L'unité nationale comme socle

Sur le plan sécuritaire, l'État investit dans la protection du territoire, notamment dans la région des Savanes. De nombreux jeunes sont recrutés dans l'armée, la police, mais aussi dans des programmes de résilience communautaire comme le CIPLEV, afin de prévenir les risques liés à l'extrémisme violent.

« Ceux qui critiquent, nous les écoutons. Leur voix nous pousse à nous améliorer », souligne Gilbert Bawara avec sérénité.

La reconstruction du Togo n'est pas achevée, mais elle est sûrement en bonne voie. Routes, zones agricoles, centres de santé, écoles… autant de chantiers qui traduisent une volonté politique assumée. La mobilisation de tous reste néanmoins essentielle pour consolider les acquis.

Serge Folly

50 ans de vie :

La CEDEAO aspire à un véritable creuset des peuples

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) souffle sa cinquantième bougie. Un jubilé d'or marqué par une cérémonie organisée mardi 22 avril dernier à Accra (Ghana). Le chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé s'est fait représenté par la cheffe de l'exécutif Victoire Tomégah-Dogbé.

Célébré autour du thème : ''Ensemble plus forts pour un avenir meilleur'', qui se veut pertinent, ce jubilé d'or de l'organisation sous régionale est l'occasion pour les chefs d'Etat des pays membres de dresser le bilan et se poser les questions sur son avenir. Un avenir menacé par des problèmes sécuritaire récurrents.

Une occasion d'évoquer les réalisations de la CEDEAO depuis sa création le 28 mai 1975.Plusieurs activités vont marquer la célébration de ce jubilé d'or. Le Togo en est membre fondateur. Lors de cette cérémonie en terre ghanéenne, plusieurs des douze États membres étaient au rendez-vous. On peut citer la Côte d'Ivoire, le Togo, le Liberia avec la présence de son président Joseph Boakai, seul chef d'État a avoir fait le déplacement.

Bola Tinubu président du Nigeria et président en exercice de la CEDEAO absent s'est fait représenter et fait porter son message, où il invite à réimaginer l'institution comme une institution pas uniquement politique, mais un creuset des peuples.

M F

Emploi des jeunes :

Le centre d'appel KÉKÉLI de la CNSS inauguré par le Président de l'Assemblée

À l'occasion du 65e anniversaire de l'indépendance du Togo, un événement majeur est venu rehausser les festivités : l'inauguration du Centre d'Appel Téléperformance KEKELI, ce 24 avril 2025, à Lomé. Un projet porté par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) qui illustre, une fois de plus, l'engagement de l'État togolais à promouvoir l'emploi des jeunes et à attirer des investissements structurants.

C'est le président de l'Assemblée nationale, Kodjo Adédjé, qui a présidé la cérémonie d'inauguration de cette infrastructure ultra-moderne, en présence de plusieurs membres du gouvernement, d'acteurs économiques, et des représentants de Téléperformance.

Un projet structurant pour le quartier et la ville

Le projet, initié en 2022, a nécessité un investissement global de plus de 7,4 milliards de FCFA. Outre le bâtiment lui-même, il a permis la modernisation de l'environnement urbain à Djidjolé : voiries, assainissement et réseaux divers ont été réhabilités pour offrir un cadre de vie plus agréable aux riverains.

Gilbert Bawara, ministre de la Fonction publique et du Dialogue social, s'est exprimé au nom du gouvernement : « Ce centre incarne la vision du Chef de l'État d'un Togo tourné vers l'innovation, l'entrepreneuriat et la jeunesse. Il s'agit d'un symbole fort de la paix sociale que nous cultivons au quotidien, condition sine qua non pour attirer de tels projets d'envergure. »

Pensé pour allier fonctionnalité, esthétisme et durabilité, le centre KEKELI s'étend sur une surface impressionnante de 7 194 m², bâtie sur un terrain de 3 153 m². Le bloc principal couvre à lui seul une emprise de 2 108 m², et est accompagné d'un aménagement extérieur soigné comprenant des espaces verts, une esplanade conviviale et divers locaux techniques.

Dès l'entrée, le visiteur est accueilli par un escalier monumental menant au rez-de-

Suite à la page 7

Centrale photovoltaïque de Dapaong :

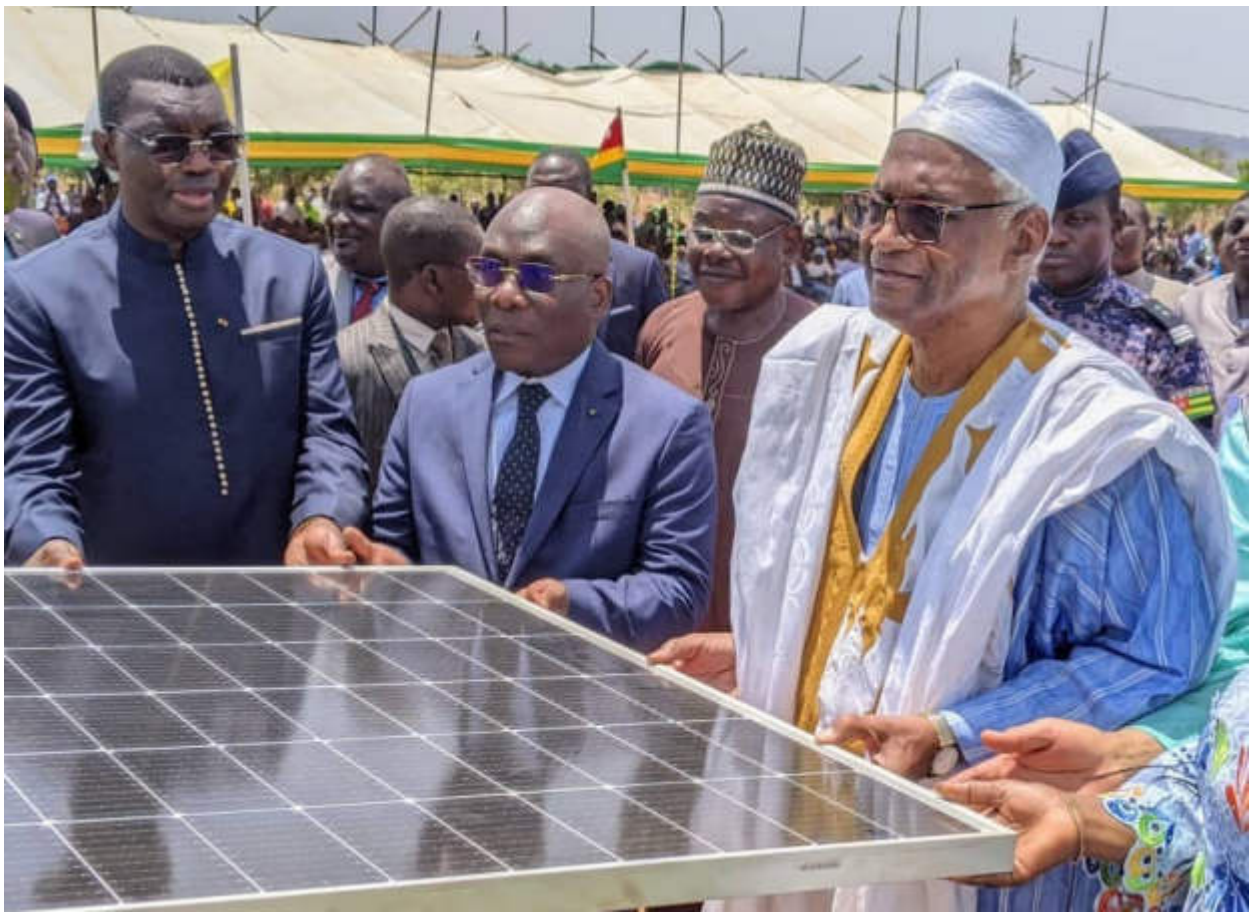
De l'énergie pour les populations des Savanes

Les travaux de construction de la centrale solaire photovoltaïque de Dapaong ont été officiellement lancés mardi 22 avril. La cérémonie présidée par le Président du Sénat, Barry Moussa Barqué, représentant le chef de l'Etat.

Cette action s'inscrit dans le cadre du Projet régional d'intervention urgente dans le secteur de l'énergie solaire (RESPITE), et intégrée au Programme d'urgence pour la région des Savanes (PURS).

Conduits par l'entreprise chinoise TBEA International Engineering les travaux vont durer 13 mois. La Centrale solaire photovoltaïque de Dapaong disposera d'une capacité de 25 mégawatts-crête (MWc), fournis par 36 000 panneaux solaires établis sur une surface de 52 hectares.

Un système de stockage de 40 mégawattheures, permettra d'assurer de façon continue l'approvisionnement en électricité au-delà des périodes d'ensoleillement. 29.000 ménages d'une soixantaine de localités rurales non desservies de la région auront accès à l'électricité grâce à cette centrale,



"En exploitant le soleil, ressource abondante et gratuite sur notre sol, nous réduisons notre dépendance aux importations de carburant fossile, nous protégeons notre balance commerciale et nous renforçons notre souveraineté. C'est un projet à la croisée des ambitions économiques, de souveraineté énergétique et de développement durable. Sans électricité, pas de santé, pas d'éducation, pas d'industrie et donc pas d'emploi", a affirmé le ministre délégué, Mawussi Kakatsi, au cours de ce lancement des travaux construction.

Soulignons que d'autres projets de centrales solaires sont en cours, notamment à Sokodé (64 MWc), Awandjelo (40 MWc) et Agoè-Nyivé (7 MWc).

M F

Pesage routier :

Certification UEMOA pour le poste de Djéréhouye

Le Togo fait un pas de plus dans la modernisation de ses infrastructures routières avec l'obtention officielle de la certification du poste de pesage de Djéréhouye, situé à la sortie nord d'Atakpamé. Ce poste a été validé conformément aux normes de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

La certification a été validée à la suite d'une opération technique menée le 16 avril 2025, sous la conduite de la Société autonome de financement de l'entretien routier (SAFER), en collaboration avec l'Agence togolaise de métrologie (ATOMET).

L'équipement a été soumis à des tests rigoureux afin de vérifier la précision des pesées, la stabilité du système et la cohérence des résultats, conformément aux standards de l'Organisation internationale de métrologie légale (OIML). Cette validation assure que le poste de pesage est désormais en mesure de mesurer de manière fiable la charge des véhicules circulant sur le réseau.

« Pour certifier un pèse-essieux, nous devons vérifier la précision à un tiers de la charge maximale, soit environ 13 tonnes pour un pèse-essieux dont la portée est de 40 tonnes. Le nombre de masses utilisées doit correspondre précisément à l'indicateur dans la salle de contrôle, garantissant ainsi la fiabilité du dispositif », explique Koffi Tchandine, assistant chargé de l'informatique à la SAFER.

Au-delà de l'aspect technique, cette certification a des répercussions importantes à la fois économiques et environnementales. « Lorsque les camions circulent avec des charges conformes, cela se traduit par une consommation réduite, moins de pollution et moins de dommages sur les routes. Ce système bénéficie à tous : aux transporteurs, aux usagers et surtout à l'environnement », précise-t-il. Un système de pesage bien calibré, donc, contribue non seulement à la durabilité des infrastructures, mais aussi à une meilleure gestion de l'impact écologique du transport.

Afin de maintenir les performances du dispositif, les autorités ont mis en place un suivi rigoureux. Un contrôle métrologique sera réalisé tous les six mois, et un suivi technique sera effectué chaque trimestre par la SAFER, en charge de la maintenance des infrastructures et des équipements.

Cette certification intervient dans un contexte où le Togo renforce sa politique de lutte contre la surcharge routière. Ces dernières années, le pays a déployé diverses mesures pour harmoniser ses pratiques de pesage avec les standards communautaires de l'UEMOA, soutenant ainsi ses ambitions pour un réseau routier durable.

Le poste de pesage de Djéréhouye, situé sur un axe clé reliant le sud et le nord du pays, joue un rôle stratégique dans la régulation du trafic, notamment pour les corridors commerciaux traversant le Togo. Grâce à sa certification, ce poste permettra d'identifier et de sanctionner les véhicules en surcharge, contribuant à préserver la qualité des chaussées et à améliorer la sécurité routière.

DJAMA
650 fcfa
(*) Prix détail conseillé
600 fcfa
(*) Prix détail conseillé
65 cl
LA QUALITÉ EN GRAND FORMAT
DJAMA
LAGER
La tradition allemande brassée au Togo
DJAMA
PILSNER
La tradition allemande brassée au Togo
SNB
snb.tg
AVEC DJAMA, ON EST ENSEMBLE
DJAMA LAGER
DJAMA PILSNER

Emploi des jeunes :
Le centre d'appel KÉKÉLI de la CNSS inauguré par le Président de l'Assemblée

chaussée, qui abrite entre autres une cafétéria, un parking semi-enterré et des espaces techniques répartis sur 1 583 m². L'étage principal de 1 287 m² comprend un centre de recrutement, des salles de formation modernes et un plateau de production de plus de 500 m². Les niveaux supérieurs (R+1 à R+3) sont quant à eux dédiés à de vastes plateaux de production totalisant près de 4 543 m², conçus pour favoriser la collaboration dans un environnement acoustiquement maîtrisé.

Limazié Péyebisso, l'architecte du projet, a souligné l'attention particulière portée à la durabilité et au confort thermique : « Le bâtiment est enveloppé d'une isolation extérieure renforcée au niveau des parois, du sol et de la toiture, pour limiter les pertes de chaleur et garantir une température intérieure agréable. Les façades, quant à elles, sont faites de briques de terre comprimée, un matériau local écoresponsable et excellent isolant. »

Vitrine de l'excellence technologique et sociale

L'objectif du centre ne se limite pas à offrir un espace de travail fonctionnel. Il s'inscrit dans une dynamique d'innovation sociale et économique. La structure a été pensée pour évoluer selon les besoins du groupe Téléperformance, leader mondial de la gestion de la relation client.

« Aujourd'hui, nous inaugurons bien plus qu'un simple bâtiment. Nous ouvrons les portes d'un centre d'excellence, un lieu d'opportunités où des milliers de jeunes togolais vont pouvoir se former, travailler et se projeter dans une carrière internationale », a déclaré la directrice

exécutive chargée des finances de Téléperformance au Togo, El Fetouhi Sanaa.

Elle poursuit : « Ce partenariat avec la CNSS et le gouvernement togolais est un bel exemple de ce que nous pouvons accomplir quand les ambitions se rejoignent. D'un côté, un État soucieux d'offrir de vraies perspectives d'avenir à sa jeunesse. De l'autre, une entreprise internationale convaincue du potentiel de ce continent. »

2500 emplois directs et une montée en compétences locale

Pour El Jerari Nahid, directrice des opérations de Téléperformance Togo, l'enjeu est également de participer à la montée en compétence de la main-d'œuvre togolaise. « Le site KEKELI va permettre à plus de 2 500 jeunes d'intégrer un secteur en pleine expansion. Nos services touchent à des domaines variés : transport, télécommunications, e-commerce ou encore assistance technique. Ce centre n'est donc pas qu'un espace de travail ; c'est un tremplin vers des carrières prometteuses », a-t-elle expliqué.

Ce centre marque le second site de Téléperformance au Togo, confirmant l'ancrage durable du groupe dans le pays et sa volonté de s'intégrer pleinement à l'écosystème local.

La CNSS et les équipes de Téléperformance ont été saluées pour leur professionnalisme et leur engagement à maintenir ce site dans les meilleures conditions de fonctionnement sur le long terme.

Serge Folly

Péril dangereux et destructif des pangolins responsables de la santé de l'écosystème

En Asie comme en Afrique, les pangolins sont appréciés pour leurs chairs et écailles. Et, dans ces deux continents précités, le nombre de pangolins a considérablement diminué ces derniers temps. Si le Nigeria reste le centre d'exportation des écailles de pangolins vers l'Asie, l'Afrique du Sud reste le centre d'exportation des pangolins vivants vers l'Asie. Selon le rapport de l'ONG TRAFFIC, environ 2,7 millions de pangolins sont chassés chaque année dans les forêts d'Afrique centrale. Et en Afrique de l'ouest, entre 650 000 et 8,5 millions de pangolins ont été tués entre 2009 et 2020. Le pangolin fait donc l'objet d'un trafic intense où il est endémique. Ce qui a amené à les classer en danger critique d'extinction sur sa liste rouge.

Les pangolins, un groupe unique de mammifères à écailles d'Afrique et d'Asie, sont chassés et commercialisés pour leur viande, leurs écailles et d'autres parties de leurs corps également utilisés comme médicaments traditionnels. Les saisies de pangolins, de leurs écailles et de leurs peaux en provenance d'Afrique destinées à l'Asie ont augmenté ces dernières années. En outre, les écailles uniques et les griffes impressionnantes des pangolins sont depuis longtemps utilisées dans la médecine traditionnelle ou comme ornement, et leur peau sert à fabriquer des articles très demandés tels que des sacs, des ceintures, des bottes et d'autres produits en cuir. Près de 900.000 pangolins ont été vendus illégalement dans le monde au cours des deux dernières décennies, selon le rapport de l'ONG TRAFFIC.

En Asie, les écailles sont réduites en poudre et vendues dans des échoppes de médecine traditionnelle, ou utilisées par les tradipraticiens. Aujourd'hui encore, les écailles sont recommandées pour traiter l'infertilité, la malnutrition infantile, l'asthme, les rhumatismes, l'arthrite, les ulcères, pour nourrir les reins, ou encore en cas d'aménorrhée. En conséquence, les écailles de pangolin continuent d'être prescrites à la consommation dans des hôpitaux spécialisés et vendues par des détaillants en médicaments traditionnels.

Délocalisation du marché illicite du pangolin

La consommation alimentaire et médicale de pangolin est assurée par la structuration d'un marché. La CITES, dans un rapport avait indiqué : bien que la commercialisation du pangolin dans les années 70 était légale, il n'y avait pas un contrôle à proprement dire. C'est pour mettre fin à ce carnage des pangolins que la CITES

a souhaité interdire à partir de l'année 2000, le commerce international du pangolin et en 2017, interdire totalement la commercialisation de l'ensemble des espèces en voie d'extinction ou des pièces dérivées des espèces sauvages en voie d'extinction.

Il y a eu des saisies avec soupçon de commerce international dans de nombreux pays incluant : Angola, Cameroun, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Guinée, Kenya, Mozambique, Nigeria, Sierra Leone, Ouganda, Zimbabwe et Zambie. Lors d'une saisie réalisée en Ouganda en 2012, le marchand a reconnu qu'il recevait des fournitures depuis différents sites à travers le pays, mais aussi depuis la république démocratique du Congo. Il y a donc une globalisation du marché et délocalisation des usages et de la consommation. Concrètement, les habitants de zones rurales sont très au courant de la valeur du pangolin et peuvent le chasser opportunément. Des intermédiaires visitent les villages et les marchés de manière régulière, ou s'arrangent pour organiser des stations d'achat.

Au Togo

Bien qu'il n'existe pas de données fiables sur la diminution des différentes espèces, la raréfaction du pangolin est observée dans à peu près toutes les parties du monde, y compris au Togo. Selon certains, la destruction de la forêt induit une raréfaction du pangolin. Pour d'autres, on peut alors légitimement considérer que cette interaction entre rareté et prix élevé entraîne un vortex d'extinction ou de surexploitation.

Une opération d'arrestation de 37 kilogrammes d'écailles de pangolins a été faite, en décembre 2018. Aussi, certaines dispositions du code pénal prévoient des sanctions allant d'un à cinq ans de prison et d'une amende d'un à cinq millions de francs CFA pour toute personne impliquée dans la destruction ou le commerce illégal d'espèces animales ou végétales. Par contre, le trafic de pangolins et de leurs écailles se poursuit par le biais du port autonome de Lomé, un important hub de trafic d'espèces protégées.

Pourtant, sans les pangolins, le nombre de ces insectes serait incontrôlable, ce qui provoquerait une destruction énorme des habitats forestiers. Les pangolins mélangent également le sol avec leurs griffes lorsqu'ils chassent des proies et construisent leurs terriers, ce qui améliore la qualité des nutriments dans le sol. Tout animal pourrait s'éteindre s'il n'est pas correctement protégé et le pangolin ne fait pas exception à la règle. Dans l'ensemble, il y a pour le moment assez peu de raisons d'être optimiste, face à un problème qui manifeste une situation plus générale.

Annonce

L'ÉVEIL de la nation

Siège : Agbalépédogan, non loin de la Pharmacie vigueur
Tél : (00228) 22 32 85 95

Directeur de Publication
Sama T. DJOBO

Rédaction :
Biva KPELAFIA
Sam DJOBO
Moudjibou FALANA
Gautier A.
Serge FOLLY

Secrétariat :
AGBERE Takira

Imprimerie :
La Colombe

Tirage :
2 500 exemplaires